

profiter pour interroger à ce sujet les représentants de Radio-Canada.

LA SANTÉ—LE GOUVERNEMENT ET LE PROGRAMME
EXPÉRIMENTAL DE DISTRIBUTION DE LAIT DANS LES ÉCOLES
DE L'EST DU PAYS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, cela m'attriste de constater que le Parlement semble oublier ses responsabilités envers les Canadiens. Une situation qui me préoccupe beaucoup me pousse à parler ce soir de la question que j'avais posée le 2 mars au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet des milliers d'enfants canadiens qui souffrent de malnutrition. Ce qui est plus important, c'est que le gouvernement pourrait faire beaucoup pour rectifier cette situation déplorable en faisant preuve d'un peu de bon sens, de compassion et de compréhension à l'égard des jeunes Canadiens qui sont des victimes innocentes de la pauvreté.

J'avais posé ma question ce jour-là parce que la Commission canadienne du lait venait d'annoncer qu'il y avait un excédent de 400 millions de livres de produits laitiers et elle se demandait s'il valait mieux offrir de vendre cet excédent aux pays communistes moins de 14 c. la livre après l'avoir acheté aux producteurs 64 c. la livre ou bien vendre l'excédent comme aliment pour les animaux.

● (2210)

Je m'imagine mal, et en fait il m'est impossible de concevoir que le gouvernement ne sache pas trop comment se défaire du surplus alors que, pour ne citer qu'un exemple, la réponse lui crève les yeux. Je songe au rapport du Conseil national du bien-être concernant les enfants victimes de la pauvreté, dont les chiffres révèlent que 1.6 million d'enfants canadiens vivent dans la pauvreté. La réponse simple est, comme je l'ai dit à maintes reprises, de mettre sur pied un programme national d'alimentation scolaire, idée que diverses provinces étudient déjà.

Je suis revolté à la lecture des faits alarmants et effroyables dont fait état le rapport intitulé «Poor Kids». C'est un rapport que tous les députés devraient lire. De plus, tous nos bureaucrates qui dépensent tant de millions de dollars pour des programmes comme Sports Canada ou Loisirs Canada devraient aussi le lire. Ils semblent croire que le succès consiste à produire des champions qui gagnent des médailles d'or en dirigeant tous leurs efforts vers les quelques qui, Dieu merci, s'adonnent à avoir les talents de base pour accéder au niveau de la compétition.

Je pose la question: que faisons-nous de ce million et demi de nos enfants qui n'ont pas reçu de l'existence le minimum nécessaire pour pouvoir participer aux sports parce qu'ils s'adonnent à être pauvres? J'aimerais ne citer qu'un paragraphe de ce rapport pour montrer qu'ils ne savent pas ou ne veulent pas se rendre compte que la réponse à un Canada en santé n'est pas de produire quelques champions mais de s'assurer du développement physique de tous les Canadiens. Les championnats et les médailles d'or arriveront alors d'eux-mêmes.

J'aimerais citer le paragraphe suivant du rapport:

L'école est l'endroit où l'enfant du pauvre... qui ne peut rester tranquille... ne peut se concentrer... est d'humeur difficile et somnolent... est considéré comme un cas de psychologue... alors qu'il a en fait besoin d'un vrai déjeuner ou dîner... et non de se faire désigner par un analyste comme un enfant problème.

La raison pour laquelle on le classe dans cette catégorie est parce qu'il lui manque une alimentation de base ou parce que ses parents sont trop pauvres pour le nourrir convenablement ou ne savent pas ce qu'un enfant doit

Ajournement

manger pour développer son jeune corps et son esprit comme il se doit.

Au sujet d'instances concernant un programme d'alimentation scolaire, le ministre m'a fait savoir que des projets pilotes avaient été entrepris dans deux des provinces de l'Est. J'ai appris que dans l'Île du Prince-Édouard un projet avait été entrepris grâce à une subvention de recherche du gouvernement fédéral. Il est dirigé par l'université de l'Île du Prince-Édouard avec la participation de trois écoles comme la chose se fait dans plusieurs autres provinces canadiennes. Un bon nombre d'écoles explorent la meilleure façon de lancer des programmes alimentaires dans les écoles. Mais je dis au ministre que c'est au gouvernement fédéral de prendre l'initiative d'un programme national d'alimentation scolaire et cela pour une raison fondamentale: assurer le développement physique des enfants victimes de la pauvreté et du manque de connaissance et d'attention de leurs parents.

Monsieur l'Orateur, j'ai été très déçu quand j'ai reçu dans mon bureau la «Physi-trousse» destinée à montrer aux adultes canadiens comment se tenir en forme et je dis au ministre qu'il nous faudrait quelque chose du même genre pour Jeunesse Canada ou Nutrition Canada. Je dirais également que pour avoir un pays fort nous devons faire davantage pour nos jeunes et éventuellement établir un ministère de la Jeunesse.

Le 2 mars, devant les tribunaux on a parlé de cette situation effrayante et embarrassante, de cet excédent de 400 millions de livres de produits laitiers et, malheureusement, ce n'est pas une des questions qui intéressent le plus le Parlement, mais je dois dire que le gouvernement et même le Parlement devraient avoir honte qu'une telle question ait été examinée tellement à la légère par chacun d'entre nous ici présent. Je conclurais ainsi: étant donné les responsabilités que le gouvernement a envers tous les Canadiens, qu'ils soient riches ou pauvres, le nombre effrayant d'enfants mal nourris au Canada et les conséquences que cela aura sur la santé des futurs Canadiens, je demande que le gouvernement accorde une aide d'urgence en utilisant les excédents de produits laitiers et en créant immédiatement un programme de distribution alimentaire dans toutes les écoles canadiennes pour améliorer la nutrition des enfants pauvres du Canada et assumer ainsi ses responsabilités envers l'avenir du pays.

M. Bob Kaplan (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'aimerais assurer au député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe (M. Marshall) que le gouvernement pour sa part ne considère pas cette question à la légère. Gaspiller des quantités énormes d'excédents de poudre de lait écrémé ou les laisser se détériorer est moralement inexcusable, non seulement dans un monde plein de personnes mal nourries, mais même dans notre pays où, comme l'a fait remarquer le député, un trop grand nombre de nos propres enfants souffrent de malnutrition.

J'aimerais expliquer au député que l'excédent de lait dont nous parlons n'est pas permanent. Il ne durera pas, et il est impossible d'y appliquer un programme sensé à longue ou même à brève échéance. Cet excédent n'est que provisoire. Il n'aurait jamais même dû exister et il ne se reproduire plus.

Le gouvernement du Canada se préoccupe vivement de la nutrition de nos enfants. A l'heure actuelle, diverses mesures sont prises. Par exemple, des directives concernant les programmes alimentaires dans les écoles, élaborées en collaboration avec des fonctionnaires de la santé